

Un vent de face

Jean-Pierre Couture

Numéro 334, printemps 2022

Comment continuer ? Dix ans après 2012, le monde reste à refaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/98114ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

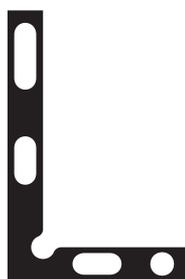
Couture, J.-P. (2022). Un vent de face. *Liberté*, (334), 45–47.

Un vent de face



La gauche et la droite au Québec : une petite histoire du conservatisme et du climat hostile que doivent affronter les forces progressistes.

Par Jean-Pierre Couture



La situation de la gauche au Québec est périlleuse. Quiconque conçoit l'égalité non seulement comme un droit, mais comme une réalité à traduire dans la vie concrète; quiconque considère la démocratie comme un moyen de jouir d'un pouvoir direct sur l'existence; quiconque relie ces leviers à une insubordination mise au service de l'émancipation individuelle et collective; quiconque, en somme, agit et pense à gauche aujourd'hui est condamné à lutter dans l'ombre d'une économie, d'un gouvernement et d'un espace public foncièrement hostiles à l'égalité, à la démocratie et à l'insubordination.

Cette situation n'est pas exceptionnelle, car il y a eu très peu de moments favorables à l'égalité sociale dans notre histoire. Pour l'avenir prévisible, tenons-le-nous pour dit, cette donne ne changera pas.

La mixture arrogante de ce « nous majoritaire », balayant la question sociale sous le tapis national, nous gouvernera pour longtemps. Son arrogance est en phase avec ce que notre mode de scrutin autorise : gouverner autoritairement avec l'appui du quart de l'électorat inscrit. Cette vraie fausse majorité, ne tolérant ni l'opposition parlementaire ni la contestation judiciaire, s'en remet à « l'appui des Québécois », dont Montréal, ville perdue, les anglophones et les minorités ne font pas partie.

Le gouvernement Legault ne sera pas facile à défaire tant il a investi un créneau tenu pour incohérent : le nationalisme de province. Cette concoction, qui plaît aux Québécois-es francophones hors Montréal, n'est pas inédite ou passagère. Elle relève plutôt de la réactivation d'une humeur enfouie dans le paysage politique québécois. Un fossile que la parenthèse progressiste ou néonationaliste, après moult gouvernements et deux référendums, a laissé intact sous quelques couches d'avancées sociales aujourd'hui menacées.

✱✱

Il faut remonter à 1966 pour trouver une sorte de jumeau au gouvernement Legault. L'Union nationale (UN) de Daniel Johnson adhère sans joie au Canada et promeut ce bon vieux nationalisme conservateur dont le projet, sans progrès politique et social, se limite à la seule survivance de la culture canadienne-française. Poussée par le vent de la décennie, cette version de l'UN est certes moderne, et elle met la dernière main aux réformes amorcées par un Parti

libéral du Québec (PLQ) effrayé par son propre élan. Pour la gauche, qui donne naissance à l'idée même d'indépendance par son adjonction avec le socialisme et la décolonisation, le cauchemar est total. Dans *Entre tu et vous* (1969), Gilles Groulx filme la déroute et la répression; *Parti pris* constate son échec politique; le Rassemblement pour l'indépendance nationale se saborde et le Front de libération du Québec se radicalise. Avec leur victoire sur les libéraux, après six années de transformations tous azimuts, Johnson et sa brève succession deviennent toutefois les *avant-derniers* fédéralistes de gouvernement à ne pas être du PLQ.

Au tournant des années 1970, cette option molle du nationalisme sans indépendance est refoulée par l'avènement puis la victoire du Parti québécois (PQ). Le gouvernement de René Lévesque, qui renoue avec le réformisme accéléré de la Révolution tranquille, confisque néanmoins à la gauche son projet d'émancipation sociale en édentant progressivement l'indépendance jusqu'à la vider de tout contenu. Force est d'admettre que l'amointrissement de la portée du projet indépendantiste n'a servi ni le PQ ni l'indépendance depuis 1976. Curieusement, le fait que le PQ se soit de lui-même rapproché de la tierce voie – souverainiste associée ou « partenariatisée » – et le fait qu'il n'ait jamais caché sa préférence nette pour les gouvernements conservateurs au fédéral ont facilité le retour du refoulé.

Ce retour est venu des marges avec Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec (ADQ). Sa promotion de l'option fédéraliste autonomiste assortie d'un discours de chambre de commerce sur la tyrannie des taxes et des impôts n'a pas fait mouche durant quinze ans. C'est à une bien ténébreuse conjoncture, cristallisée à l'hiver 2006-2007, soit à peine quarante ans après le dernier gouvernement de l'UN, que Dumont doit son ébranlement des colonnes du temple. Sans la « crise » des accommodements raisonnables pour motifs religieux et sans l'instrumentalisation xénophobe, cynique et décomplexée à laquelle Dumont s'est prêté dans un but électoraliste, la renaissance du nationalisme conservateur aurait pu être évitée. Mais pour combien de temps ? Si l'élite médiatique a condamné l'irresponsabilité de Dumont, le verdict populaire et, surtout, l'appui sans réserve de cette position anti-minorités et anti-immigration par le groupe Québécois ont complètement redessiné l'espace discursif, médiatique et parlementaire au Québec. La prise du pouvoir par la Coalition avenir Québec (CAQ), fille de feu l'ADQ, correspond au temps des moissons pour la tentative, longtemps infructueuse, de remettre au pouvoir des fédéralistes

non libéraux qui brandissent un nationalisme seulement identitaire. Si Dumont n'a pas récolté ses semences en politique, il les a fait fructifier au centuple dans la maison Québecor, où il sévit depuis. Il n'en est pas de même pour le PQ, qui, se vouant à son adhésion après les brèves percées électorales de Dumont, s'est fait ravir à jamais le pouvoir par le véhicule original que l'électorat a préféré à la copie.

✱

Lorsque, dans *Pays barbare*, Jérémie McEwen définit la CAQ comme « un nouveau parti réac sur les bords », il pose le diagnostic à demi. Il n'est cependant pas le seul à vouloir voir dans la CAQ une « nouveauté ». Or avec cette victoire du nationalisme conservateur en 2018, tout retombe plutôt à sa place : le vieux parti détrossé par la Révolution tranquille est de retour, et il est très revanchard. Comme hier, il s'accommode du fait, McEwen le dit bien, que « Montréal n'a plus aucune importance politique au Québec ». La CAQ entend d'ailleurs laisser les choses ainsi tant la métropole lui est hostile, toutes langues, religions et ethnies confondues.

Pour la gauche qui se concentre dans la grande ville, sans bien sûr lui être exclusive, cette géographie des rapports de force est un piège tendu afin de la contenir dans le carré de sable montréalais. La fragile percée de Québec solidaire (QS) à Québec, à Rouyn-Noranda et à Sherbrooke déjoue les pronostics et prouve encore que les surprises et les brèches font partie de la politique. Ajoutons que cette belle prouesse de QS surpasse tous les résultats combinés de la gauche des années 1960 et que l'histoire s'écrit encore au présent et au futur. Il reste que ce gouvernement se délecte, au jour le jour, du siège de Montréal par *Le Journal de Montréal*, et qu'il méprise sa population interculturelle, insoumise et sous haute surveillance policière depuis 2012. En clair, le retour du nationalisme conservateur, la mainmise de la CAQ sur le gouvernement provincial et la mise hors-jeu de Montréal constituent un fort vent de face pour de nouvelles avancées à gauche. Un jeu de serpents sans échelles.

✱

À ce contexte hostile s'ajoute l'emprise de quelques mirages sur les discours de gauche ou dits de gauche. Des mirages qui inhibent les élans et les énergies vives des camarades de terrain qui, en leurs lieux et causes, grandes ou petites, ont l'œil aiguisé quant aux contradictions et aux injustices qu'elles et ils combattent, mais hésitent sur les moyens des solutions.

La thèse des solutions individuelles aux enjeux communs est le discours le plus puissant et insidieux dont les gauches doivent se défaire. Qui ose parler de hausser taxes et impôts pour soutenir nos services à l'heure d'une population vieillissante ? Qui résiste à la tentation de responsabiliser les *anti-vaxx* pour l'engorgement actuel du système de santé au lieu de contester le régime minceur subi par ce dernier depuis des décennies ? La réalisation de soi dans la carrière n'est-elle pas une ruse du cynisme managérial visant à individualiser les échecs ou dysfonctions, afin de faire écran à la souffrance collective au travail ? Manger bio et se déprendre du pétrole, en ville, nous libèrent-ils de la nécessaire production de masse pour nourrir, éclairer, chauffer ou abreuver huit milliards

d'êtres humains ? Dissiper ces mirages et continuer la lutte au niveau requis exigent de démocratiser nos privilèges ou de juger d'une solution à son caractère universalisable – car nous ne pourrions pas tous retourner à la ferme, sur une île ou dans les bois, mais devons apprendre à vivre à plusieurs, bien serrés, sur un même bateau.

Et que dire des « tirs amis » qui s'ajoutent à ces mirages et qui ne nous aident en rien ? Que veulent nous dire ces messieurs et ces dames qui déclarent « ne plus se reconnaître dans la gauche actuelle » ? Quiconque n'a pas une vue de salon sur la gauche sait très bien qu'elle se subdivise en courants rivaux et qu'aucun ne s'impose vraiment sans subir un schisme et le départ de nouvelles pousses en d'autres terreaux. La gauche « en général », ça ne veut rien dire, car il y a autant de gauches que possible, voire un peu plus. Ne pas pouvoir « se reconnaître » dans l'une d'elles, ça revient à dire dans aucune, et donc à ne pas être tant à gauche que ça. Ce blâme, lancé de loin, méconnaît aussi le fait que ce sont les mêmes personnes qui peuvent tantôt lutter pour le logement social, tantôt pour les droits des homosexuel·les sans que l'une des causes annule la pertinence de l'autre, que l'une contredise l'autre.

Avec cette victoire du nationalisme conservateur en 2018, tout retombe plutôt à sa place : le vieux parti détrossé par la Révolution tranquille est de retour, et il est très revanchard.

Pour citer de manière trop courte *Filles corsaires* [issu de chroniques parues dans *Liberté*, ndlr], le magnifique ouvrage, aussi personnel que politique, que Camille Toffoli offre à toutes celles et tous ceux qui sont sensibles aux angles morts de la gauche lettrée, mais qui souhaitent néanmoins relier tout doucement les luttes sans rien uniformiser ni hiérarchiser : « Les oppressions et les résistances sont parfois difficiles à distinguer de manière nette. Dresser un portrait juste d'un phénomène implique parfois d'apprendre à contempler ce type d'« espace inqualifiable » [qui] échappe aux définitions toutes faites. »

Les plus fins rhétoriciens de l'inhibition se réclament

du « conservatisme de gauche » dont la variante forte, mise en forme par Jean-Claude Michéa, consiste à adopter une position conservatrice en matière de mœurs (famille, État, patrie) et un radicalisme « total » dans la lutte contre le capitalisme. Soyons concis : il s'agit du plus court passage vers la droite et l'extrême droite. Si nos conservateurs de gauche sont déjà irrités par le féminisme intersectionnel, la lutte contre la transphobie, le bannissement des mots dégradants, l'écriture inclusive et les combats contre les discriminations, ils seraient encore moins aises devant les conséquences exponentielles de la moindre démocratisation de l'économie. L'insubordination démocratique et égalitaire, s'il lui était donné d'entrer à l'usine, au bureau, à l'hôpital, à l'école ou au ministère, entraînerait de grandes transformations. Toutes les hiérarchies, l'ensemble des mœurs et l'assignation des rôles en fonction de la race, du genre ou de l'origine sociale n'en sortiraient pas indemnes. Retrouver la boîte de Pandore du changement social, par la remise en cause de la séparation bourgeoise entre la personne citoyenne (insubordonnée) et la personne employée (subordonnée), nous catapulterait dans un nouveau monde, requérant non pas de nouveaux mots, mais de nouveaux dictionnaires. Décoiffés par les combats culturels auxquels est circonscrite la gauche dominée par une économie aussi autoritaire que toute puissante, les conservateurs de gauche sont bien mal outillés pour se préparer aux changements qu'ils disent souhaiter.

L'hypocrisie consistant à se dire de gauche en économie tout en ayant peur du moindre abandon d'un terme désuet n'est pas la seule à singer une position de gauche pour ensuite la poignarder dans le dos. Généreux dans sa tentative de comprendre la droite et le parcours apolitique de son propre père, le peintre abstrait Jean McEwen, McEwen fils est plutôt vif lorsqu'il décrit les humanistes et autres athées militants comme de faux laïcs ou de faux gauchistes : « Ils gardent la même structure que le christianisme qu'ils prétendent avoir rejeté. » Et c'est hélas trop vrai, car en lieu et place de la direction des consciences par l'Église, ils exigent aujourd'hui de l'État une Éducation nationaliste à la Citoyenneté et des Corpus communs et imposés.

Toutefois, le pendant médiatique et violent des nationalistes conservateurs – ceux qui ne singent pas la gauche, mais qui la frappent même lorsqu'elle est au tapis – n'est pas assez pris au sérieux par les élites lettrées à qui ce discours n'est pas destiné. « Ils ne se taisent jamais », écrit McEwen. « Ils n'écrivent pas des réflexions, ils écrivent des papiers sales, toujours des papiers, parce qu'écrire mille mots sans nuances est facile et payant, ça n'inquiète personne et ça ne change pas quoi que ce soit, et c'est oublié à la fin du week-end. » Nous rejoignons plutôt le rang des inquiets, des terrorisés devant le fait que Québec figure sur une liste macabre en compagnie de Christchurch, que *Le Journal de Montréal* banalise l'extrême droite, que la rhétorique est la première carte qui s'abat dans le jeu des identités meurtrières, que tout un Québec un peu bonasse et autrefois friand de météo et de sports soit devenu partisan des thèses de Samuel Huntington et d'Éric Zemmour resservies par nos mauvais importateurs payés à la colonne. Il ne s'agit plus de les comprendre, selon un éthos littéraire empathique ou ethnographique, mais de les combattre comme des adversaires politiques. Leurs papiers ne pourrissent pas seulement au compost, ils pourrissent la vie

des vivants. Pour une seule chronique réactionnaire entonnée dans le mégaphone de Québecor, dont *La Presse+* et *Le Devoir* ont aussi leur équivalent, combien y a-t-il de trolls agressifs, d'hommes fanatisés, cachés sous des pseudonymes de femmes, qui harcèlent, incitent à la haine et intimident, non pas des avatars diabolisés et virtualisés, mais des personnes de chair et d'os qui tremblent à l'idée de relever leur boîte courriel professionnelle ?

Enfin, pour revenir aux adeptes de la « pensée critique », qui vitupèrent tout aussi bien contre l'astrologie, l'homéopathie et la cartomancie, et qui sont en deuil de la « gauche », voire de tout, que trouve-t-on à dire chez eux à l'encontre de la vraie droite et du nationalisme conservateur ? Cherchez bien, cherchez encore et vous ne trouverez pas. Pourquoi en sommes-nous là ? Parce que le nationalisme sans visée de progrès n'engendre que le progrès du nationalisme. Ses sous-variantes civique ou interculturelle ne revêtent plus grande épaisseur lorsque, d'une part, elles s'accordent avec les objectifs du nationalisme conservateur et lorsque, d'autre part, elles vont jusqu'à défendre ce dernier contre les critiques de la Nation, dussent-elles venir de son sein même.

✱

Lors d'un vent de face, en voilier, on joue le courant contre lui-même pour avancer lentement. Sur roues, les cyclistes se mettent en file serrée et se partagent le fardeau de fendre l'air à tour de rôle. À pied, une foule marchant contre le vent progresse avec effort, mais elle sent et entend tout ce que le vent lui projette au visage alors que sa remontée, à elle, est silencieuse et inaperçue. Un gouvernement dans le vent multiplie les erreurs dues à l'arrogance de ses *staffers* et faiseurs d'élections qui ne portent plus à terre et sont sourds à ce qui les menace. Aiguisons nos ruses et restons à l'écoute, car une conjoncture, aussi longue soit-elle, finit par s'épuiser et bifurquer, comme le vent tourne et les printemps reviennent. ●

Jean-Pierre Couture est professeur de pensée politique à l'Université d'Ottawa. Il a publié, avec Jean-Marc Piotte, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec* (Québec Amérique).